

Mercredi (après-midi) 3 juin 2015

Direction de la police et des affaires militaires**27 2014.RRGR.1163 Postulat 245-2014 Burkhalter (Rümligen, PS)
Effectifs dans le domaine de la privation de liberté et de l'encadrement**

N° de l'intervention: 245-2014
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 18.11.2014
Déposée par: Burkhalter (Rümligen, PS) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 584/2015 du 13 mai 2015
Direction: POM

Effectifs dans le domaine de la privation de liberté et de l'encadrement

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter un rapport qui traitera les sujets suivants :

1. Comment les effectifs actuels du personnel engagé dans le domaine de la privation de liberté et des mesures d'encadrement permettent-ils d'assurer la sécurité de la population ?
2. Comment les effectifs actuels permettent-ils d'assurer l'encadrement des détenus, leur réinsertion (resocialisation et réintégration) conformément aux dispositions légales et à celles du Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures ?
3. Quels sont les effectifs nécessaires dans les différents domaines (établissements pénitentiaires, prisons, division cellulaire, service de transport et autres services) et quels sont les effectifs réels ? Quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour améliorer la situation durablement ?
4. Quelles mesures faut-il prendre pour améliorer le statut, la formation, et le recrutement du personnel ?

Développement :

Le canton de Berne est en bonne position en Suisse dans le domaine de l'exécution des peines et mesures, il peut faire état d'une qualité élevée. Or, un certain nombre d'incidents laissent supposer qu'en raison de la situation de sous-effectifs qui est notoirement celle du personnel des établissements, la sécurité de la population ne peut être entièrement garantie, pas plus que l'encadrement des détenus. De plus, les conditions de travail pèsent sur le personnel, les soldes horaires sont en augmentation et le recrutement tend à devenir difficile.

Dans le domaine de la police, le Grand Conseil a admis l'existence des lacunes de sécurité et il a décidé l'augmentation nécessaire des effectifs. Dans l'exécution des peines et mesures, les autorités politiques n'ont pas de la même manière pris conscience du problème, même si le rapport de l'expert Werren de 2010 relevait déjà le manque de personnel. Il en a effectivement résulté que les postes dont la création était jugée urgente n'ont pu être repourvus après l'EOS et les mesures d'économie adoptées dans ce contexte.

Réponse du Conseil-exécutif

Le domaine de l'exécution des peines et mesures figurait en bonne place dans le programme gouvernemental de législature 2011-2014 afin de renforcer la sécurité objective et subjective. Ainsi, au cours des dernières années, l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE), rattaché à la Direction de la police et des affaires militaires (POM), a fourni d'importants efforts en vue de remplir l'objectif de haut niveau de sécurité qui lui était imparti. Des travaux de construction ont été réalisés ou, à tout le moins, initiés afin de renforcer durablement la sécurité partout où cela était possible. Toutefois, ceux-ci ne permettent pas, à eux seuls, d'atteindre le niveau de sécurité requis.

Au niveau des effectifs, la situation reste tendue dans toutes les unités organisationnelles de l'OPLE. Vu l'état des finances publiques et les mesures découlant de l'examen des offres et des structures (EOS) 2014, le canton n'a pu, au cours des dernières années, créer que les postes les plus urgents. Il en résulte que de nombreux domaines d'activité et corps de métier manquent encore et toujours de personnel pour accomplir leurs tâches (à savoir garantir la sécurité et respecter les exigences légales et concordataires).

Afin de formuler des recommandations au sujet des mesures à prendre et d'alimenter le débat politique autour de l'avenir de l'exécution des peines et mesures dans le canton de Berne, il convient d'analyser la situation. Les explications ci-dessous vont en ce sens, mais le Conseil-exécutif pense qu'il n'est pas nécessaire de procéder à un examen plus approfondi. Il propose donc l'adoption et le classement du postulat.

1 et 2. Aux termes de l'article 123, alinéa 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101), l'organisation et l'exécution des peines et mesures sont du ressort des cantons, sauf disposition contraire de la loi.

L'article 75 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0) pose que l'exécution d'une peine privative de liberté a pour but de favoriser la réinsertion du détenu (resocialisation et réintégration). Pour une large majorité de délinquants et délinquantes, la priorité est donnée à l'encadrement thérapeutique. Leurs perspectives d'amendement – et, partant, leurs chances de réinsertion – ne peuvent évoluer favorablement qu'au prix de traitements intensifs relevant de la psychothérapie, de la psychothérapie et de la psychiatrie. Les tâches à accomplir dans ce domaine sont très variées et requièrent beaucoup d'effectifs.

Onze cantons (Aarau, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Lucerne, Nidwald, Obwald, Schwyz, Soleure, Uri et Zoug) se sont regroupés au sein du concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures. Ce concordat vise à une exécution uniforme et financièrement avantageuse des condamnations pénales, dans le respect de la Constitution et des lois, mais aussi à la répartition et à la coordination entre ses membres de la construction et de la gestion des établissements pénitentiaires.

Dans le canton de Berne, c'est l'OPLE qui se charge de l'exécution des peines et mesures visant à la privation de liberté (adultes et jeunes). Il s'occupe également de la gestion des prisons cantonales, des tâches d'encadrement continu et de l'exécution de peines et mesures ambulatoires. Il dispose à cet effet de quatre établissements pour adultes, de deux foyers d'éducation pour jeunes, de cinq prisons régionales, d'une division cellulaire (au sein de l'Hôpital de l'Île) et de deux sections administratives internes.

Divers projets de construction ont été initiés au cours des dernières années, avec pour objectif de renforcer la sécurité dans les établissements d'exécution des peines et mesures. Toutefois, la mise en place de simples installations techniques ne suffit pas à garantir la sécurité. Ainsi, le rapport d'expertise Werren du 6 décembre 2010, rédigé dans le cadre d'une enquête administrative au sein de l'OPLE, indique que les différentes unités administratives de l'OPLE doivent impérativement recruter du personnel spécialisé supplémentaire pour renforcer la sécurité¹. Le Conseil-exécutif reconnaît le caractère tendu de la situation en matière de personnel.

3. En décembre 2014, les effectifs réels de l'OPLE s'élevaient, tous niveaux confondus, à 859,5 équivalents plein temps (EPT). Au même moment, les effectifs nécessaires étaient de 892,3 EPT, ce qui veut dire que 32,8 EPT étaient inoccupés. Cette différence est due, d'une part, à l'impossibilité de repourvoir immédiatement certains postes vacants et, d'autre part, à une pénurie de personnel qualifié (p. ex. personnel soignant, éducateurs et éducatrices) liée à la concurrence sur le marché du travail.

La POM a fait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer les conditions de recrutement. Les prestations de l'OPLE ont été adaptées aux effectifs disponibles partout où cela était possible (p. ex. dans l'organisation des services de garde). Plusieurs unités organisationnelles examinent en ce moment la licéité de la suppression éventuelle de certaines tâches. Enfin, l'OPLE a fait appel à des collaborateurs et collaboratrices issus d'entreprises tierces (p. ex. Securitas) ou de la Police cantonale pour l'accomplissement de certaines tâches de sécurité. Il a également fait appel à des civilistes dans certaines prisons régionales.

L'accroissement du volume des tâches, couplé au manque de ressources humaines, a entraîné une forte augmentation du solde d'heures supplémentaires et de vacances non prises au sein de l'OPLE. L'évolution des soldes horaires se présente comme suit:

¹ <http://www.gr.be.ch/gr/fr/index/geschaefte/geschaefte/suche/geschaefte.gid-55727ca786da48779c77b4a4d9527247.html>
CONVERT_c017425cdc0f4bd19403c04423d790d2 15.06.2015

Catégorie	31 déc. 2009	31 déc. 2010	31 déc. 2011	31 déc. 2012	31 déc. 2013	31 déc. 2014
Solde horaire	22 102	21 553	25 114	30 717	30 877	27 452
Vacances	26 320	32 830	34 158	36 432	36 584	34 260
Compte épargne-temps	30 447	41 700	58 673	72 799	83 924	98 103
Total	78 869	96 084	117 944	139 948	151 385	159 815

Évolution des soldes entre 2009 et 2014 au sein de l'OPLE

Au cours des dernières années, la POM a informé le Conseil-exécutif à plusieurs reprises du caractère tendu de la situation dans le domaine. En mai 2014, le manque a été chiffré à environ 54 EPT. L'OPLE a toutefois dû renoncer à 21 postes dans le cadre des mesures d'économie d'EOS 2014. Finalement, 21,8 EPT existants et restés vacants de manière prolongée ont pu être repourvus. Les autres postes restés libres en raison de la situation financière feront l'objet d'un examen continu par le Conseil-exécutif dans le cadre de la planification financière ordinaire.

4. Le Conseil-exécutif estime que les personnes actives dans le domaine de l'exécution des peines et mesures fournissent un travail de qualité et font preuve d'engagement. Afin de maintenir le haut niveau de sécurité et de resocialisation, il faudra disposer, à court ou moyen terme, du personnel nécessaire, dûment qualifié.

Le personnel devra, à cet effet, suivre les formations et perfectionnements prescrits par les directives concordataires. Les responsables du recrutement devront veiller à la motivation des candidats et candidates et à leur compatibilité avec les principes de l'OPLE. Les directives concordataires sur la sélection et l'engagement de personnel constituent un bon fil conducteur.

Le Conseil-exécutif poursuit ses efforts d'amélioration ciblée des conditions de travail au sein de l'OPLE. Ainsi, au cours des dernières années, il s'est notamment penché sur certaines fonctions et a augmenté la classe de traitement correspondante. La situation de concurrence sur le marché du travail reste toutefois une entrave à l'engagement de personnel qualifié en suffisance dans tous les domaines.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Regionalgefängnis Bern, Regionalgefängnis Thun, Regionalgefängnis Burgdorf, Regionalgefängnis Biel, Hindelbank, St. Johannsen, Witzwil, Loryheim und Prêles – ich war schon in jedem Knast im Kanton Bern. Ich bin aber jeden Tag zum Glück auch wieder herausgekommen. Ich kenne die Leute dort, ich kenne die Materie. Darum ist es mir auch ein Anliegen, dass ich das Postulat einreichen konnte. Mit dem Bericht bin ich halbwegs zufrieden, aber ich bitte Sie, das Postulat noch nicht abzuschreiben. Denn der Bericht ist noch nicht ausführlich genug und reicht mir so noch nicht. Durch meine zahlreichen Kontakte mit Gefängnissen und Anstalten habe ich, mit einer Ausnahme im Berner Jura, einen sehr guten Eindruck dieses Amtes gewonnen. Das Personal arbeitet engagiert. Das Personal ist zum grössten Teil hoch motiviert. Die Leiterinnen und Leiter setzen sich ein und sind kompetent, mehrheitlichst. Die Infrastruktur ist bis und mit Regionalgefängnis Bern und Biel gut bis sehr gut.

Bei meinen Gesprächen mit den Direktoren und dem Personal bin ich stets auf ein Problem gestossen. Es wurde gesagt, «es fägt», es ist gut, aber es mangelt an Personal. So ist zum Beispiel im Regionalgefängnis Moutier in der Nacht eine Person anwesend. Stellen Sie sich vor, was geschähe, würde es dort brennen oder wäre sonst etwas los. Klar gibt es ein Alarmdispositiv. Wenn die Person etwas bemerkt, kann sie die Polizei alarmieren. Diese ist aber nicht von einer Sekunde auf die andere in Moutier. Wenn es brennt, und die Person hat einen Herzinfarkt, dann Gnade Gott! Auch an den andern Orten haben die Direktoren und die vorgesetzten Mühe, Pläne zu machen. Sie haben Zivildienstangestellte, die dort einen wertvollen Dienst leisten. Zivis sollten in der Nacht jedoch nicht arbeiten. Die Securitas ist eingestellt, um die Sicherheit zu gewährleisten. Das ist es nicht – es braucht ausgebildete Kantonsangestellte. Auch im Gesundheitsdienst haben die Gefängnisse Mühe, Leute zu rekrutieren. Das Regionalgefängnis Burgdorf sucht seit längerer Zeit eine Pflegefachfrau. Sie gehen nicht nur wegen des tiefen Lohns nicht dorthin. In einem Gefängnis zu arbeiten ist vielleicht auch nicht für alle besonders angenehm.

Mit der Polizei- und Militärdirektion bin ich in gutem Kontakt. Ich spüre, Hans-Jürg Käser will da etwas machen. Aber ich bin nicht sicher, ob er schon am Ziel ist. Die Polizei- und Militärdirektion hat dem Regierungsrat einen Bericht vorgelegt. Es fehlen im Vollzug 54 Stellen. Das darf doch nicht

wahr sein. Der Regierungsrat hat wohl gehandelt. Er hat einen Tropfen auf einen heissen Stein gegeben und einen Teil dieser Stellen bewilligt. Ein Teil dieser Stellen kommt jedoch daher, dass die ganze Sache in Prêles nicht mehr funktioniert. Dort haben wir ein Problem. Man könnte fast sagen, wir hatten das Pech, dass die Jugendstraffälligkeit auf die Hälfte gesunken ist. Aber das ist nicht das einzige Problem, das wir in Prêles haben. Wir werden zu einem späteren Zeitpunkt bestimmt auf das Geschäft zurückkommen. Inzwischen haben 15 Personen ihre Stelle gekündigt, und denjenigen, die noch geblieben sind, wird gekündigt. Ein Teil der Stellen von Prêles sind nun in die anderen Anstalten und Direktionen oder Gefängnisse umgeteilt worden. Ich glaube, das ist noch nicht die Lösung. Der Regierungsrat muss sich noch stärker bewusst sein, dass hier ein Problem besteht, und er muss der Polizei- und Militärdirektion die Stellen genehmigen.

Wird das Postulat in zwei Jahren doch noch abgeschrieben, so wehre ich mich nicht dagegen, wenn Sicherheit und Ausbildung der Insassen in jedem Bereich gewährleistet sind und das Personal einigermassen anständige Einsatzpläne hat und einigermassen anständig entlohnt ist. Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen, aber nicht abzuschreiben.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. Der Regierungsrat will das Postulat annehmen und gleichzeitig abschreiben. Wird die Annahme des Postulats bestritten? – Das ist der Fall. Wir diskutieren also über Annahme und Abschreibung.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Lieber Matthias, das tut mir also Leid. Ich würde dich sofort wieder entlassen, denn du nützt uns hier im Rat mehr – vielleicht nicht gerade mit solchen Postulaten. Wir haben über das Postulat diskutiert und sehen, dass hier ein Personalproblem besteht. Sobald man als Unternehmer einen mehr angestellt hat, hat man mit Personal zu tun. Ich denke, wir sind im Rat überqualifiziert, um diesen Leuten zu helfen, das Personalproblem zu lösen. Das wäre in etwa dasselbe, wie wenn ich sagen würde, ich benötige jetzt vier Güllentechniker und mache ebenfalls einen Vorstoss. Die Strafanstalten sind ebenfalls Unternehmen. Dort braucht es qualifiziertes Personal. Da bin ich mit dir zu 100 Prozent einverstanden. Das ist in allen Betrieben so. In jener Branche wird sehr wahrscheinlich zu wenig Ausbildung betrieben. Das wäre etwa dasselbe, wie wenn wir in der MEM-Branche keine Polymechniker ausbilden würden. Irgendwann einmal ist das ausgetrocknet.

Genau dasselbe Problem haben wir doch mit den Polizisten. Wenn wir zu wenige Polizisten haben, können wir niemanden dazu zwingen, die Polizeischule zu besuchen. Wir müssen versuchen, Leute zu rekrutieren, die sich bereit fühlen, das auch zu machen. Vielleicht müssen wir gerade bei der Suche nach den Leuten, die das gut können oder gerne machen würden, schauen, dass wir Leute nachziehen können. Dementsprechend haben wir den Eindruck, das wir nicht helfen können, das zu lösen. Wir möchten das Postulat ablehnen. Mit einer Annahme und Abschreibung sind wir ebenfalls einverstanden. Wir sind davon überzeugt, dass wir das Personalproblem nicht lösen können.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich bin etwas irritiert über die Aussagen meines Vorredners. Ich bin davon ausgegangen, dass wir uns in der Problemanalyse einig sind. Sowohl aus dem Vorstoss, aus den Ausführungen des Postulanten und aus der Antwort des Regierungsrats geht klar hervor, dass wir in diesem Bereich einen deutlichen Personalunterbestand haben. Das sieht man in den Personalzahlen. Genauso sieht man es in der Entwicklung der Jahresarbeitszeitsaldi und der Feriensaldi, die stetig zunehmen. Das ist doch ein deutlicher Hinweis darauf, dass Handlungsbedarf besteht. Das nun einfach auf die Ausbildungssituation abzuschieben, ist etwas zu einfach. Es ist mitnichten so, dass wir als Parlament keine Verantwortung oder keine Mitgestaltungsmöglichkeiten hätten. Letztlich sind wir es, die Jahr für Jahr im November die finanziellen Mittel zur Verfügung stellen. Dadurch ermöglichen wir auch, entsprechende Stellen zu schaffen oder eben nicht. Für die Fraktion der Grünen ist daher klar, dass wir dem Postulat zustimmen. Wir sind dezidiert der Meinung, hier müssten entsprechende Stellen, zusätzliche Ressourcen geschaffen werden. Im Gegensatz zum Postulanten bin ich der Meinung, die Stellen würden nicht geschaffen, indem wir das Postulat nicht abschreiben. Wir müssen hier zum Handeln übergehen und nicht in erster Linie ausführlichere Berichte schreiben. Wir überweisen das Postulat und können mit einer Abschreibung gut leben. Gleichzeitig hoffen wir auch, dass die Ressourcen endlich zur Verfügung gestellt werden, um den Personalunterbestand zu korrigieren.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Au sein du groupe évangélique, nous pensons qu'il faut tirer la sonnette d'alarme assez tôt et éviter de nous retrouver, en tant que canton de Berne, dans la même situation que certains cantons, notamment des cantons romands, qui rencontrent de gros problèmes dans les prisons et les pénitenciers. Surtout, n'attendons pas des incidents majeurs pour prendre des mesures! Les nombreuses questions de notre collègue Burkhalter sont légitimes, il y a un réel problème de personnel dans nos prisons. Chrigu, si tu m'écoutes, en tant que chef d'entreprise, ce dont tu te vantais tout à l'heure, je ne sais pas si tu laisserais un de tes employés ou encore moins une employée veiller toute une nuit dans une prison régionale sur 40 à 45 détenus dangereux. À cette personne qui est chargée de veiller sur eux, on dit que si elle a un problème et qu'elle se sent dépassée, elle peut appeler la police, mais qui se trouve peut-être à 30 minutes en patrouille. Non, il y a là un sérieux problème et je pense que le fait d'examiner la situation, de faire maintenant une analyse, un rapport et surtout d'agir est important. Nous allons donc soutenir ce postulat et ne n'en soutenons pas le classement.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Matthias verlangt einen Bericht. Mit einem Bericht allein haben wir das Personalproblem im Freiheitsentzug absolut nicht gelöst. Zu den Ziffern 1 und 3 liegen die Antworten an und für sich vor – wenn man einen Bericht verlangt. Zu Ziffer 4 macht sich die Gesundheits- und Fürsorgedirektion im Sozialbereich Überlegungen zur Überprüfung gewisser Standards. Dort geht es vor allem um die Frage der Quereinsteiger. Man will also überlegen, wie fähige Quereinsteiger autorisiert werden, in diesen Bereichen zu arbeiten. Das ist uns ein grosses Anliegen. Wie gesagt liegen zu den Ziffern 1 und 3 gute Antworten vor, von welchen wir befriedigt sind. Wir brauchen keinen neuen Bericht. Ziffer 4 soll nochmals diskutiert werden. Ich gehe davon aus, dass die Polizei- und Militärdirektion das gehört hat und dass etwas unternommen wird. Wir nehmen das Postulat an, können jedoch mit der Abschreibung leben.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Das Postulat verlangt einen Bericht zu verschiedenen Fragen betreffend den Stellenbestand im Bereich Freiheitsentzug und Betreuung. Die Regierung beantwortet diese Fragen denn auch gerade und beantragt daher Annahme und Abschreibung. Ich kann es kurz machen. Die BDP weiss um die schwierige personelle Situation unter anderem im Straf- und Massnahmenvollzug. Die Aufgaben- und Strukturüberprüfung hat seinerzeit auch diesen Verwaltungsbereich betroffen. Die Regierung erkennt das bekanntlich auch seit längerer Zeit und bemüht sich, Massnahmen zu ergreifen, Entlastungen und Verbesserungen anzustreben und zu erreichen. Dieser Prozess ist rollend. Die DBP vertritt auch die Meinung, dass der vom Postulanten verlangte Bericht mit der Beantwortung des Vorstosses vorliegt. Sie kann sich der Argumentation der Regierung anschliessen. Sie wird daher praktisch einstimmig Annahme des Postulats unter gleichzeitiger Abschreibung unterstützen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Ich kann mich den Vorrednerinnen und -rednern anschliessen. In unserer Fraktion wurden die gleichen Argumente diskutiert. Wir danken Grossrat Burkhalter für das Postulat, insbesondere für die vier konkreten Fragen, auf welche er gleich konkrete Antworten des Regierungsrats erhalten hat. Diese sind kurz und bündig und aus unserer Sicht auch aussagekräftig. Wie gesagt ist es nicht einfach, für allenfalls bewilligte Stellen die geeigneten Kandidatinnen und Kandidaten zu finden. Manchmal hat es in Gottes Namen mehr Pfannen als passende Deckel. Daher werden richtigerweise auch alternative Massnahmen angeschaut. Die FDP-Fraktion würde sich einem allfälligen Vorstoss oder einer Vorlage gegenüber, die sich konkret mit der Personalsituation auseinander setzen, nicht verschliessen. Dies jedoch nicht in Form eines allgemein gehaltenen, gesonderten Berichts. Wir nehmen das Postulat an, schreiben es jedoch auch ab.

Le président. Das Wort haben die Einzelsprecher.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette). Gefordert wird ein Bericht. Kennst du diesen Bericht hier? (*L'orateur montre un rapport à l'assemblée.*) Darin ist alles enthalten, auch was die Personalsituation anbelangt. Du hast Prêles angesprochen. Im Bericht wird erwähnt, das sei besser geworden, wobei noch nicht alles gelöst sei. Auf St. Johannsen wird eingegangen; es wurden 11 zusätzliche Stellen geschaffen. Das Amt für Massnahmen und Freiheitsentzug ist sich der Situation an und für sich bewusst. Ich sehe nicht ein, warum noch ein Bericht erstellt werden soll. Alles ist vorhanden, und es wird daran gearbeitet, die Situation zu verbessern. Anlässlich der letzten

Session hat man über die Kameraüberwachung zur Personalentlastung abgestimmt. Und was habt ihr von eurer Seite gemacht? Ihr habt den Vorstoss abgelehnt. Das kann es ja nicht sein. Die Situation ist klar. Was die Regierung gesagt hat, ist richtig. Man kann das Postulat überweisen. Ich bitte Sie jedoch um gleichzeitige Abschreibung.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). In meinen Augen verursacht der Strafvollzug in der heutigen Zeit immense Kosten. Wir müssen dafür an ganz andern Orten sparen, in welchen es in meinen Augen wichtiger wäre, dass man dort nicht sparen müsste. Wenn ich einen Betrieb führe, so muss ich mir auch Überlegungen machen, wie ich Kosten senken kann, oder ob es andere Lösungen gibt. Wir haben in der Antwort des Regierungsrats gesehen, dass das bauliche Massnahmen sind. Sie wurden teilweise ausgeführt, aber ich denke, da wäre noch mehr möglich, auch bei den Betriebsabläufen. Ich will da jedoch nicht dreinreden, sondern Denkanstösse geben. Aus den Papieren konnte ich berechnen, dass es auf zweieinhalb Klienten etwa eine Person für die Betreuung braucht. Man liest aber auch, dass vor allem die Wiedereingliederung, die Settings, enorm viel Zeit in Anspruch nehmen. Man müsste einmal fragen, wenn man auf die letzten zwei Jahre zurückblickt, wie viel das genützt hat. Ich mache auf meinem Betrieb nur eine Massnahme, wenn es etwas bringt. Wenn es nach einem halben Jahr nichts bringt, so höre ich damit auf. Das müsste man sich einmal überlegen. Mir ist klar, dass man die Leute zuerst wiedereingliedern muss, bevor sie entlassen werden. Ich frage mich, ob bei jemandem, der für fünf oder zehn Jahre weggesperrt wird, bereits vom ersten Tag an an die Wiedereingliederung gedacht werden muss. Das müsste man auch ein wenig überlegen. Wahrscheinlich könnte man die Personalplanung so etwas effizienter machen.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich würde das Postulat gerne in eine Motion wandeln, wenn das möglich wäre, denn ich spüre sehr viel Goodwill für meine Anliegen. Kollega Studer wollte mich belehren. Er hat gefragt, ob ich den Geschäftsbericht des Amts für Freiheitsentzug und Betreuung kennen würde. Lieber Peter, ich habe meinen Vorstoss am 18. November 2014 eingereicht. Damals lag der Geschäftsbericht des Amts für Freiheitsentzug und Betreuung noch nicht vor.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke für die engagierte Diskussion. Ich danke Herrn Grossrat Burkhalter auch für den Vorstoss. Es war kein bestellter Vorstoss, aber ein wichtiger Vorstoss. Sie haben in der Antwort der Regierung gesehen, dass wir uns dazu entschieden haben, den geforderten Bericht gewissermassen bereits in der Antwort zu liefern. Das auch ein Stück weit eine Ergänzung zum Amtsbericht des Amts für Freiheitsentzug und Betreuung, der von Herrn Grossrat Studer zitiert wurde. Zu Ziffer 4, Herr Grossrat Hadorn. Dass man die Leute nicht finden würde, ist das kleinste Problem, oder dass sie keine Quereinsteiger wären. Es sind häufig, ja meistens Quereinsteiger. Man kann keine Lehre als Gefangenenerwärter absolvieren. Es sind eigentlich immer Quereinsteiger. Sie machen am Schweizerischen Ausbildungszentrum für das Strafvollzugspersonal in Freiburg die Ausbildung. Machen Sie sich nichts vor: Das Hautproblem ist schlicht und ergreifend, dass der Kanton das Geld für zusätzliches Personal nicht hat oder nicht haben will. Die Regierung hat ein Stellenmoratorium beschlossen. Das heisst dann eben, dass es keine neuen Stellen gibt. So einfach ist das. Ich muss Ihnen nicht sagen, dass nach 14 Sparpaketen kaum mehr Speck vorhanden ist.

Ich höre immer wieder, dass nonchalant gesagt wird, in meiner Direktion mit 4600 Mitarbeitern wären wohl noch 10 zu finden, die umfunktioniert werden könnten. Die meiste Arbeit, die in meiner Direktion geleistet wird, ist «24 heures sur 24», an 365 Tagen und Nächten – in den Strafanstalten und bei der Polizei. Das erfordert die entsprechende Anzahl Leute. Diese sind eben nicht morgens um acht Uhr da, und nachmittags um fünf legen sie den Griffel weg. Ich erinnere an das Interview von Benjamin Brägger mit dem neuen Sekretär des Strafvollzugskonkordats Nordwestschweiz-Innerschweiz von letzter Woche. Dessen Aussagen habe ich vollumfänglich unterstützt. Der Straf- und Massnahmenvollzug hat keine Lobby. Daran hat niemand Freude. Das ist auch hier am Rednerpult zum Ausdruck gekommen. Ich höre von Herrn Grossrat Schlup, dass er in seinem Betrieb etwas, das ein Jahr lang nicht funktioniert, streicht. Wir können eben nicht nach einem Jahr sagen: «Bürschтели, du funktionierst nicht, wir streichen dich.» Wir haben die Aufgabe und die Verpflichtung, die Verurteilten gemäss dem Urteil des Richters bei uns zu hüten und entsprechend zu behandeln. Und dafür braucht es Personal, und das kostet etwas.

Ich bin dankbar, dass das Postulat, respektive die Arbeit gewürdigt werden. Mir ist einerlei, ob Sie das abschreiben oder nicht. Die Tatsachen, die in der Antwort auf die Fragen von Herrn Grossrat

Burkhalter dargestellt sind, bleiben so oder so bestehen. Sie werden uns weiterhin beschäftigen, und wir werden uns bemühen, die Situation zu verbessern.

Le président. Wir stimmen zuerst über Annahme des Postulats ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 96

Non 49

Abstentions 0

Le président. Sie haben das Postulat angenommen. Nun stimmen wir über Abschreibung des Postulats ab.

Vote (classement du postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 100

Non 45

Abstentions 0

Le président. Sie haben das Postulat mit 100 Ja- zu 45 Nein-Stimmen ohne Enthaltungen abgeschrieben. Damit haben wir alle Geschäfte der Polizei- und Militärdirektion beraten. Ich danke Herrn Regierungspräsident Käser für seinen Einsatz und wünsche ihm noch einen guten Nachmittag.